

Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent

Dépêche No. 421 d'Afrobarometer | Christiaan Keulder

Résumé

Selon les estimations des analystes, les pays en voie de développement perdent 1,26 mille milliards de dollars par an du fait de la corruption, du vol, et de l'évasion fiscale – une somme suffisamment importante pour sortir 1,4 milliard de personnes de la pauvreté sur une période de six ans (Fleming, 2019). Selon les experts en développement, à moins de juguler la corruption, il sera pratiquement impossible d'atteindre les autres Objectifs de Développement Durable (Nations Unies, 2019; Rubio & Andvig, 2019).

Pourtant, les scandales liés à la corruption font presque quotidiennement la une des journaux, en Afrique comme ailleurs. L'Afrique du Sud est toujours en proie aux retombées de la « captation de l'État » pendant le régime de Jacob Zuma (Alberts, 2020; Arun, 2020). Les Namibiens se préparent à vivre le grand spectacle d'un procès impliquant deux ministres accusés et emprisonnés dans le scandale de corruption #Fishrot (Zenda, 2020; Iceland Review, 2020). Des allégations de corruption relatives à l'aide apportée dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 nous parviennent du Zimbabwe (Guardian, 2020), de la Somalie (Daysane, 2020), du Kenya (Malalo, 2020), du Nigéria (Financial Times, 2020), et d'autres pays.

Et les Africains moyens estiment que les choses s'empirent au lieu de s'améliorer. Les enquêtes d'Afrobarometer réalisées dans 18 pays africains révèlent que la majorité des citoyens affirment que la corruption s'est accrue dans leur pays au cours des 12 derniers mois. Aux yeux des citoyens, la police est la plus coupable, mais nombre de professionnels de la santé exigent également des pots-de-vin.

La majorité des citoyens affirment que leur gouvernement déploie trop peu d'efforts pour lutter contre la corruption. Et, ce qui n'est pas bon signe pour les militants qui s'efforcent de mobiliser les citoyens sur cette question, la plupart des Africains affirment risquer des représailles en signalant les cas de corruption aux autorités.

Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 ont été réalisées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020, avant l'interruption des travaux de terrain par la pandémie de la COVID-19. Les enquêtes du Round 8 ont repris en octobre 2020 et devraient couvrir en tout au moins 35 pays.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus représentatifs à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2 à 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 18 pays s'appuie sur les données de 26.777 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

Ampleur de la corruption

- En moyenne dans 18 pays, six Africains sur 10 (59%) affirment que la corruption a augmenté dans leur pays au cours des 12 derniers mois, dont 41% qui déclarent qu'elle a « beaucoup augmenté ». Un sur cinq répondants (21%) pensent qu'elle a au moins « quelque peu » diminué, tandis que 16% soutiennent qu'elle est demeurée inchangée (Figure 1).
 - La perception d'une hausse des niveaux de corruption est la plus répandue au Gabon (82%), au Lesotho (79%), et au Mali (74%), ainsi qu'en Namibie (74%) (Figure 2) – en dépit de ce que les travaux de terrain en Namibie se sont achevés avant la découverte de la combine de la corruption de #Fishrot en novembre 2019. L'Angola est le seul pays sondé où les répondants sont plus nombreux à observer une diminution (44%) qu'une augmentation (33%) de la corruption.
 - La situation s'est considérablement aggravée au cours des six dernières années dans sept des 16 pays enquêtés en 2014/2015 et 2019/2020 (Figure 3). La perception de la hausse de la corruption s'est accrue de façon la plus spectaculaire au Mali (de 31% à 74%, soit +43 points de pourcentage), au Gabon (+30 points), en Côte d'Ivoire (+25 points), et en Guinée (+25 points). Dans trois pays, en revanche, la proportion des répondants qui déclarent que la corruption est en hausse a considérablement baissé: La Sierra Leone (-30 points de pourcentage), le Ghana (-23 points), et le Nigéria (-20 points).

Qui est corrompu

- Parmi les institutions publiques clés, la police est la plus largement considérée comme corrompue; en moyenne, près de la moitié (48%) des Africains estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers sont impliqués dans des affaires de corruption, en plus de 36% qui considèrent que « certains » d'entre eux sont corrompus (voir également Sanny & Logan, 2020). Plus d'un tiers des citoyens perçoivent la corruption chez la plupart/tous des parlementaires (38%), des fonctionnaires (37%), des juges et magistrats (35%), des agents du fisc (35%), et des officiels de la présidence (35%). Les conseillers municipaux ou communaux ne sont que légèrement mieux lotis (33%) (Figure 4).
 - Dans neuf des 18 pays, la moitié ou plus de la population adulte estiment que « la plupart » ou « tous » des policiers sont corrompus (Figure 5). Cette proportion dépasse les deux tiers au Gabon (69%), en Ouganda (68%), et au Kenya (68%) –

soit plus de trois fois les niveaux enregistrés au Cabo Verde et en Tunisie (22% chacun). Mais même dans ces pays où les niveaux de corruption perçue au sein de la police sont relativement faibles, les performances de la police sont plus médiocres que celles de la plupart des autres institutions publiques.

- La perception de la corruption institutionnelle s'est légèrement accrue au cours de la dernière décennie (Figure 6). En moyenne, dans les 11 pays régulièrement sondés entre 2008/2009 et 2019/2020, la part des citoyens qui considèrent que « la plupart » ou « tous » les officiels sont corrompus s'est accrue de 11 points de pourcentage pour la présidence, 9 points pour les parlementaires, et 7 points pour les juges/magistrats, tout en demeurant inchangée pour la police, les fonctionnaires, et les conseillers municipaux ou communaux.
- Si la perception de la corruption varie considérablement d'un pays et d'une institution à l'autre, trois pays – la Guinée, le Gabon, et le Mali – figurent toujours parmi les cinq pays les moins performants pour l'ensemble des sept institutions (Figure 7), ce qui suggère que la corruption peut être considérée endémique dans ces pays. Dans d'autres pays, la perception de la corruption dans le secteur public est particulièrement élevée pour certaines institutions, quoique pas pour toutes; c'est le cas en Ouganda (fonctionnaires, police, juges et magistrats, agents du fisc), au Kenya (parlementaires, conseillers municipaux ou communaux, police) et au Lesotho (présidence, parlementaires, fonctionnaires).
- Le Cabo Verde se classe constamment à l'extrémité la moins corrompue de l'échelle pour toutes les institutions, fréquemment rejoint par le Botswana et la Tunisie (respectivement pour six et cinq institutions) (Figure 8).

Expérience de corruption

- La corruption n'est pas une expérience rare dans la plupart des pays africains (Figure 9). En moyenne, dans 18 pays, au moins un tiers des citoyens qui ont eu à faire à la police au cours des 12 derniers mois affirment avoir dû verser des pots-de-vin (35% de ceux qui ont sollicité l'assistance de la police, et 33% de ceux qui ont eu à faire à la police dans d'autres situations, comme un contrôle routier ou une enquête).
 - Il en est de même pour le quart (25%) des citoyens qui ont essayé d'obtenir un document officiel, et un sur cinq (20%) qui ont reçu des soins médicaux ou sollicité de l'assistance dans une école publique (19%).
 - La proportion des répondants qui déclarent avoir versé des pots-de-vin varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 10). Par exemple, au nombre des citoyens qui ont demandé un document officiel d'identification, la moitié (50%) des Kenyans et plus de quatre sur 10 Sierra-Léonais (43%) affirment avoir dû verser des pots-de-vin. En revanche, moins d'un sur 20 citoyens du Cabo Verde (3%) et du Botswana (4%) déclarent avoir dû verser des pots-de-vin afin d'obtenir un tel document.
 - Considérant la part de l'ensemble de la population qui a dû verser des pots-de-vin dans le but d'obtenir l'un de ces services publics, le Cabo Verde se distingue à nouveau (4%), suivi de la Namibie (7%) et du Botswana (9%). Mais en Ouganda (53%), en Guinée (47%), en Sierra Leone (46%), et au Kenya (45%), presque la

moitié de la population a été exposée à la corruption en échange des services publics au cours des 12 derniers mois ([Figure 11](#)).

Lutte contre la corruption

- Près de deux tiers (64%) des Africains affirment que leur gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la problématique de la corruption officielle. Seulement trois sur 10 (30%) approuvent les performances de leur gouvernement ([Figure 12](#)).
 - Le Botswana est le seul pays sondé où la majorité (56%) des citoyens approuvent les efforts de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption, et la Sierra Leone est le seul autre pays où les évaluations positives sont supérieures aux évaluations négatives ([Figure 13](#)).
 - Dans 12 des 18 pays, moins d'un sur trois citoyens donnent à leur gouvernement une appréciation positive quant à la lutte contre la corruption, dont moins d'un sur cinq citoyens au Gabon (15%), au Cabo Verde (17%), en Guinée (18%), en Tunisie (19%), et au Lesotho (19%). Si l'on considère que les citoyens du Cabo Verde font état de niveaux de corruption plus faibles dans les institutions clés que tout autre pays sondé, il pourrait être surprenant de constater à quel point ils sont critiques à l'égard des efforts de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption, ce qui laisse à penser que le niveau perçu de corruption dans un pays peut être un mauvais indicateur du niveau de satisfaction de la population à l'égard des performances gouvernementales en la matière.
 - En moyenne, dans 11 pays sondés en 2008/2009 et 2019/2020, les évaluations positives de la gestion de la corruption par le gouvernement ont diminué de 11 points de pourcentage, y compris des régressions énormes au Malawi (-35 points) et en Namibie (-26 points) ([Figure 14](#)). Le Burkina Faso (+8 points) et le Kenya (+6 points) sont les seuls pays où l'approbation populaire des performances du gouvernement s'est accrue. Le Nigéria et le Ghana ont enregistré des hausses de l'approbation en 2017 (reflétant peut-être l'optimisme suscité par des présidents récemment élus et promettant de lutter contre la corruption), mais sont retombés en dessous des niveaux de 2008 au cours du round d'enquêtes suivant.

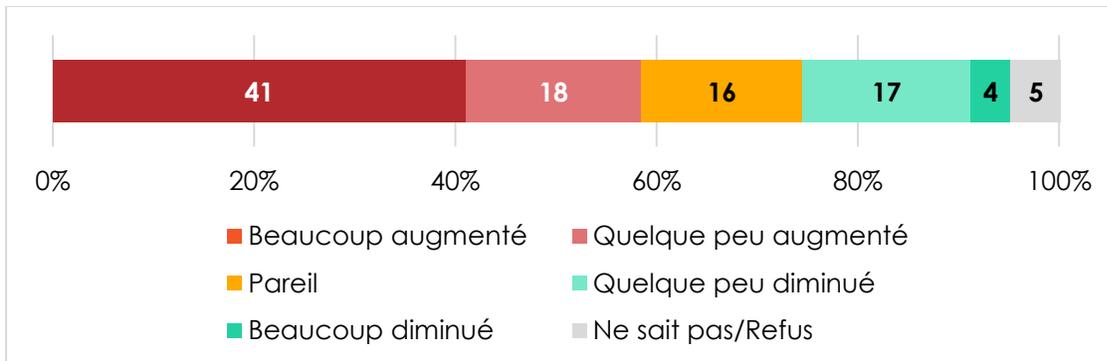
Peur des représailles

- Presque trois quarts (72%) des Africains déclarent que les citoyens ordinaires risquent de subir des représailles ou d'autres conséquences négatives lorsqu'ils dénoncent les actes de corruption aux autorités. Seulement un sur quatre répondants (24%) pensent pouvoir signaler la corruption sans crainte ([Figure 15](#)).
 - Même en Angola, où la perception de ce risque de représailles est la plus faible, la majorité (55%) des répondants craignent des conséquences négatives en dénonçant les actes de corruption. Au Gabon, la peur des représailles est presque universelle ([Figure 16](#)).

Figures

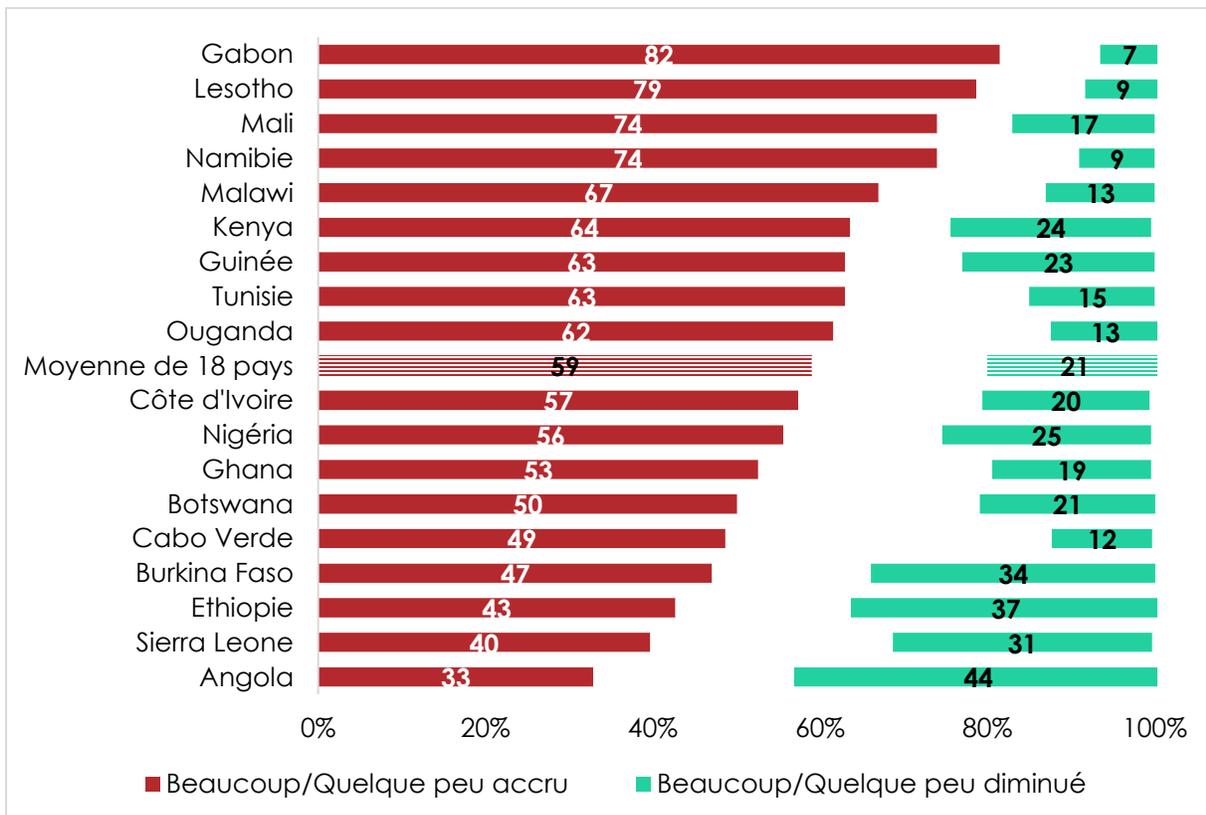
Ampleur de la corruption

Figure 1: Niveau de la corruption | 18 pays | 2019/2020



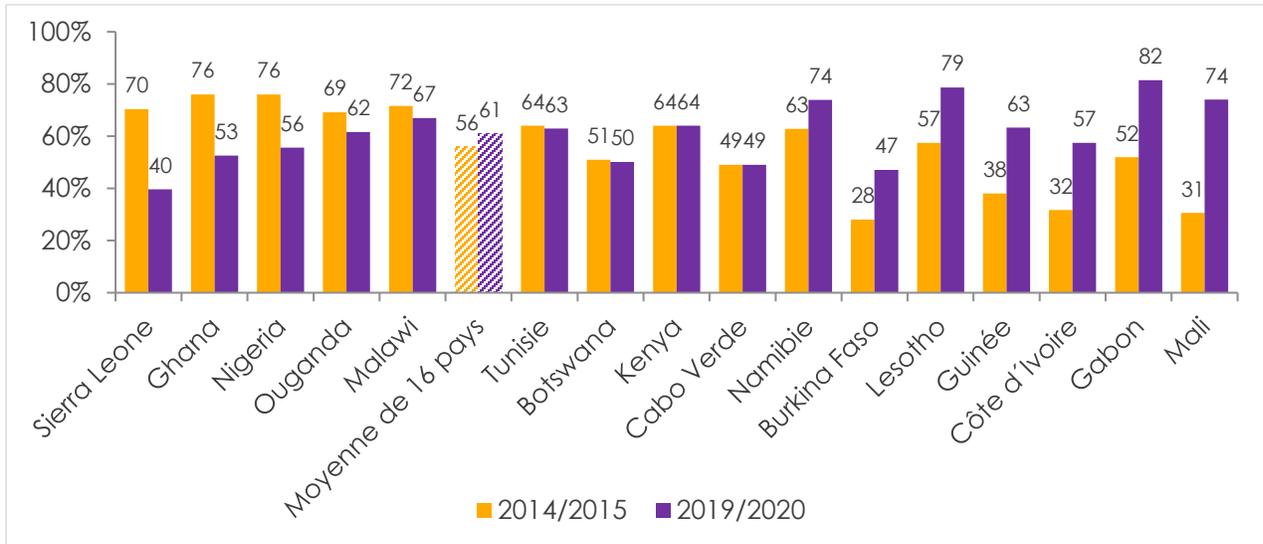
Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Figure 2: Niveau de la corruption | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

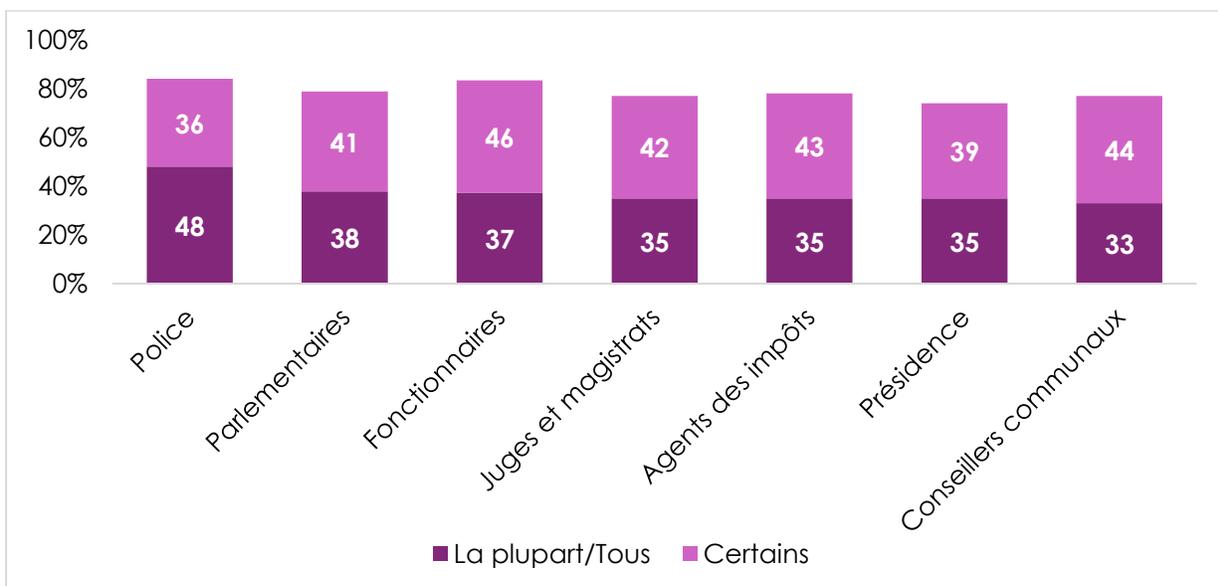
Figure 3: Perception de la hausse de la corruption | 16 pays* | 2014-2020



La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes 2014/2015 et 2019/2020 dans la proportion des répondants qui déclarent que la corruption a « quelque peu » ou « beaucoup » augmenté au cours des 12 derniers mois. Les chiffres positifs indiquent une augmentation de la corruption. *L'Angola et l'Éthiopie n'ont pas été sondées en 2014/2015.

Qui est corrompu

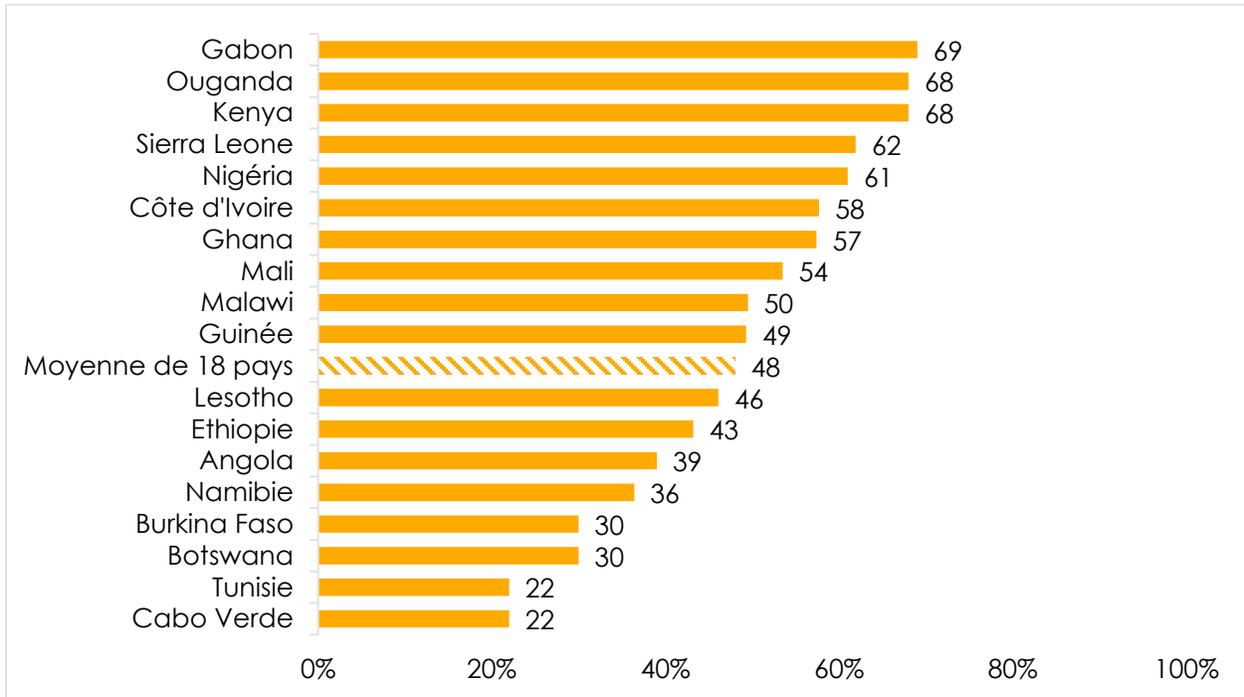
Figure 4: Corruption dans les institutions publiques clés | 18 pays* | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de « la plupart » ou « tous »)

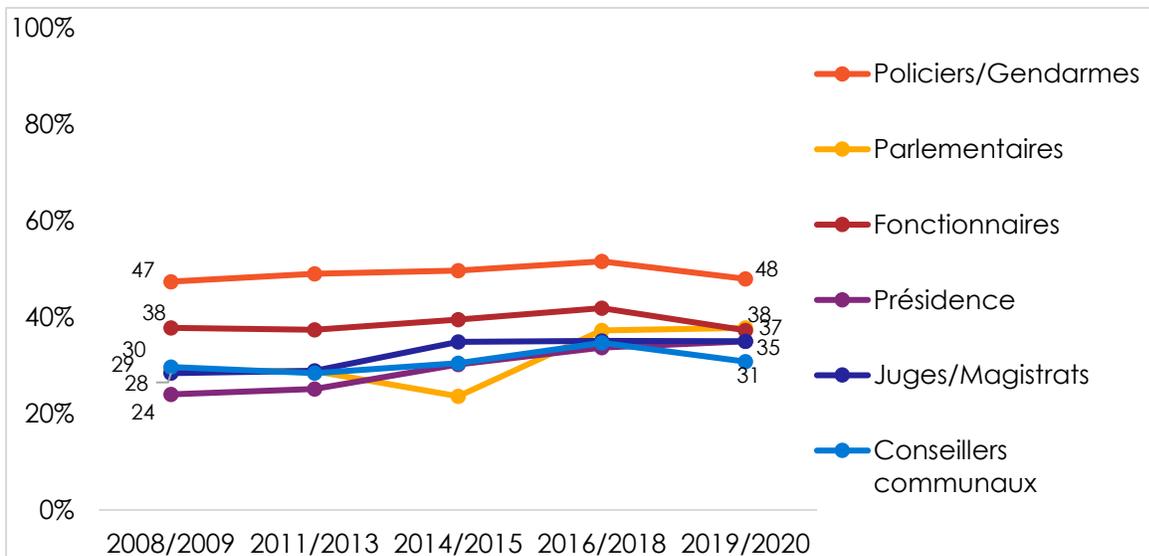
*La question relative aux conseillers municipaux ou communaux n'a pas été posée en Angola.

Figure 5: Corruption perçue au sein de la police | 18 pays | 2019/2020



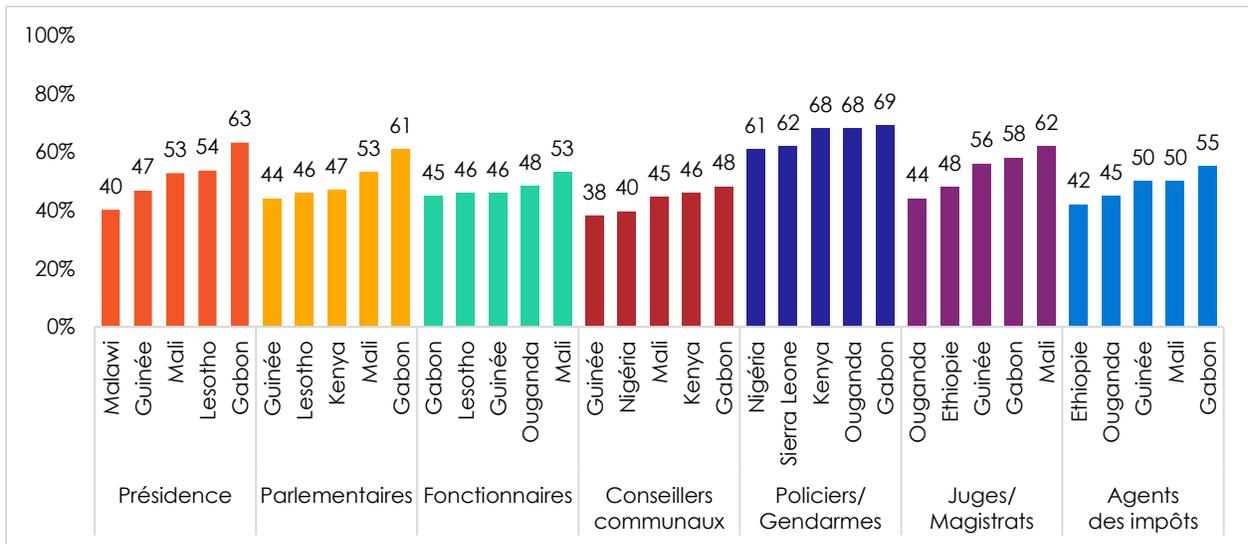
Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Police? (% des « la plupart » ou « tous »)

Figure 6: Evolution de la corruption perçue | par institution | 11 pays | 2008-2020



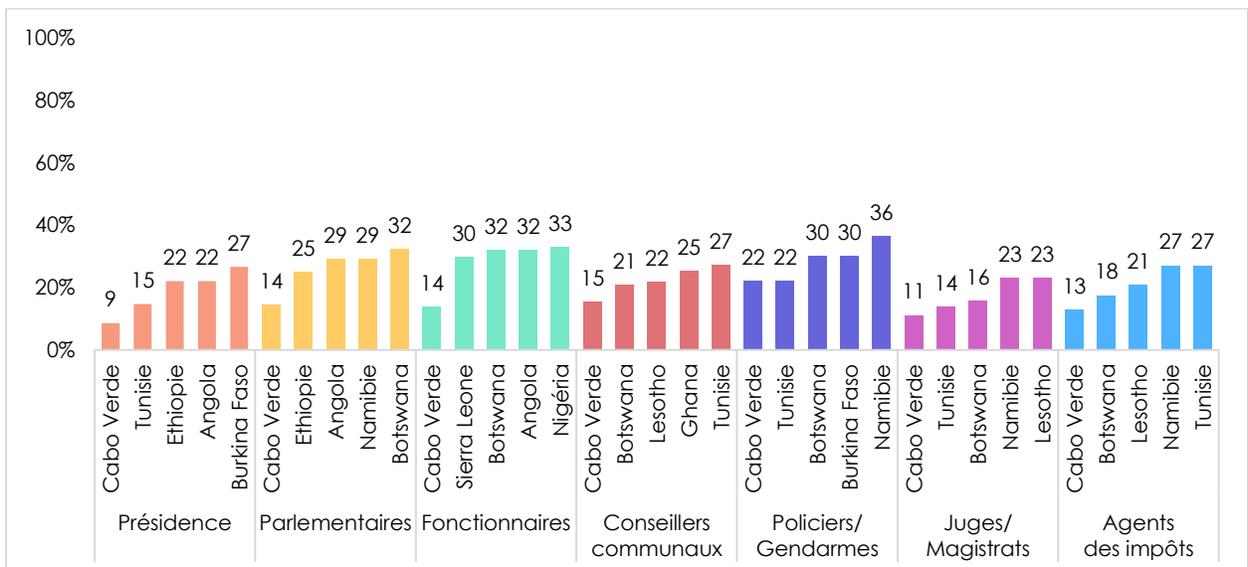
Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% des « la plupart » ou « tous »)

Figure 7: Pays aux niveaux de corruption perçue les plus élevés | par institution | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (La figure montre, pour chacune des sept institutions, les cinq pays où les plus grandes proportions de répondants affirment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires sont corrompus).

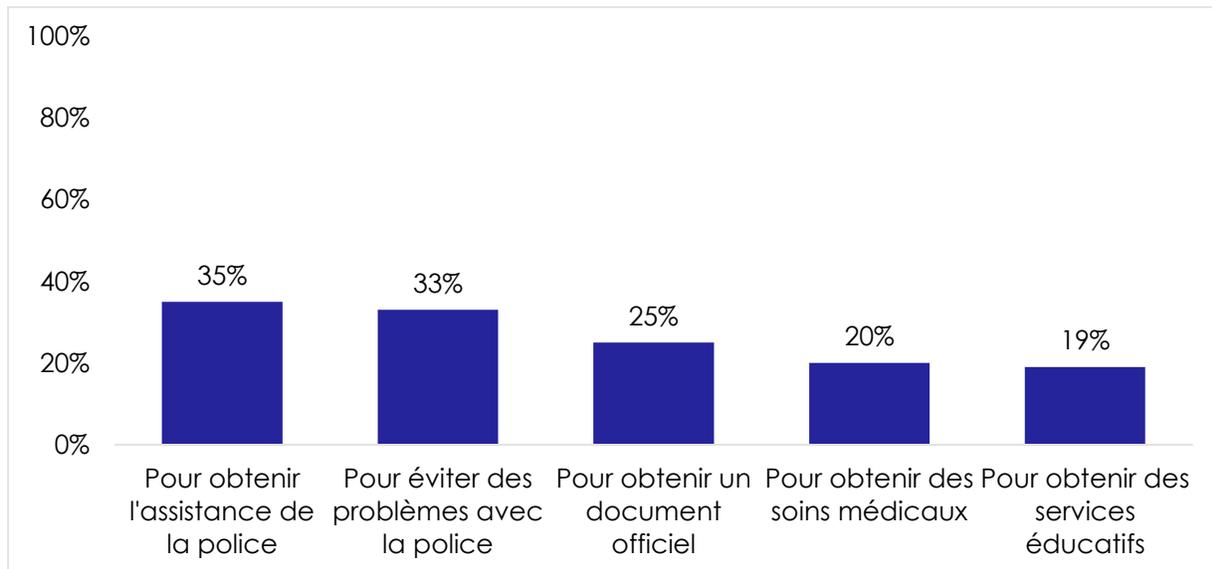
Figure 8: Pays aux niveaux de corruption perçue les plus bas | par institution | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (La figure montre, pour chacune des sept institutions, les cinq pays où les plus petites proportions de répondants affirment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires sont corrompus).

Expérience de la corruption

Figure 9: Proportion des usagers qui ont dû verser des pots-de-vin pour obtenir un service public | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants:

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une école publique? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une clinique ou un hôpital public? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin?

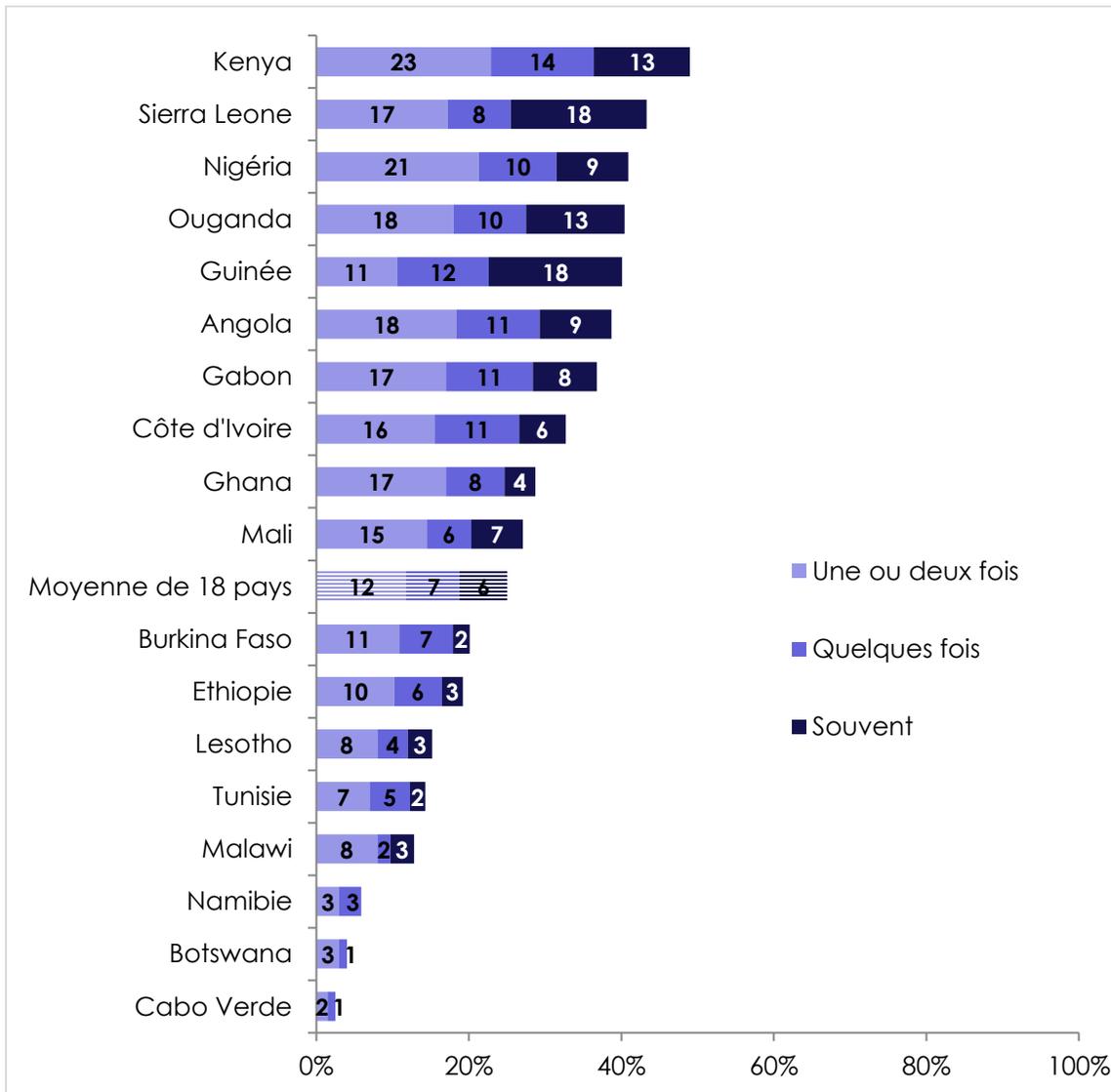
Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête? [Si oui:] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre?

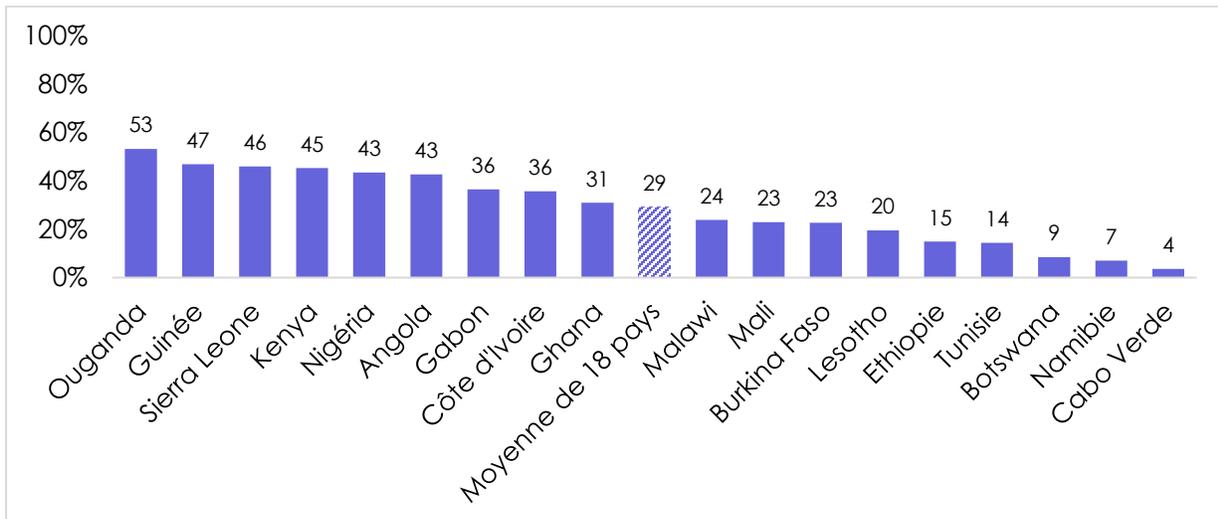
(% de « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent », Les répondants qui n'avaient pas eu à faire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 10: Proportion des usagers à la recherche d'une pièce d'identité qui ont dû verser des pots-de-vin | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin?
 (Les répondants qui n'avaient pas eu à faire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 11: Proportion de la population totale exposée à la corruption pour obtenir des services publics | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants:

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une école publique? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une clinique ou un hôpital public? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police? [Si oui:] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête? [Si oui:] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre?

*(% de **tous les répondants** qui affirment avoir eu à verser des pots-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent » pour l'**un quelconque** de ces services ou pour éviter des problèmes au cours des 12 derniers mois).*

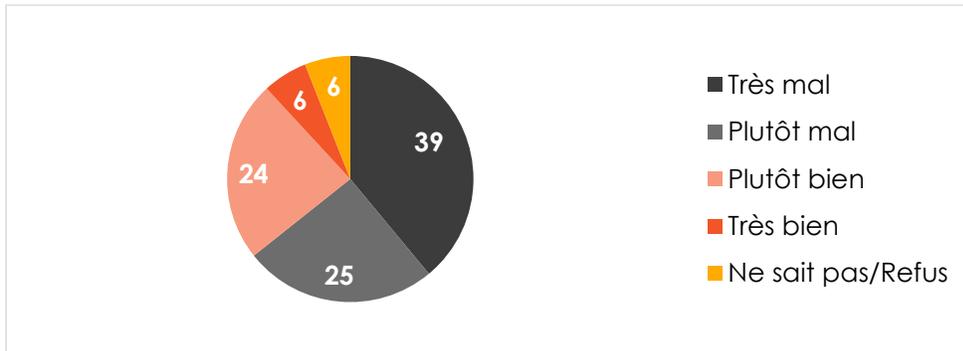
Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer –
 quels que soient la question, le pays et le round d'enquête.

C'est facile et gratuit à l'adresse

www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

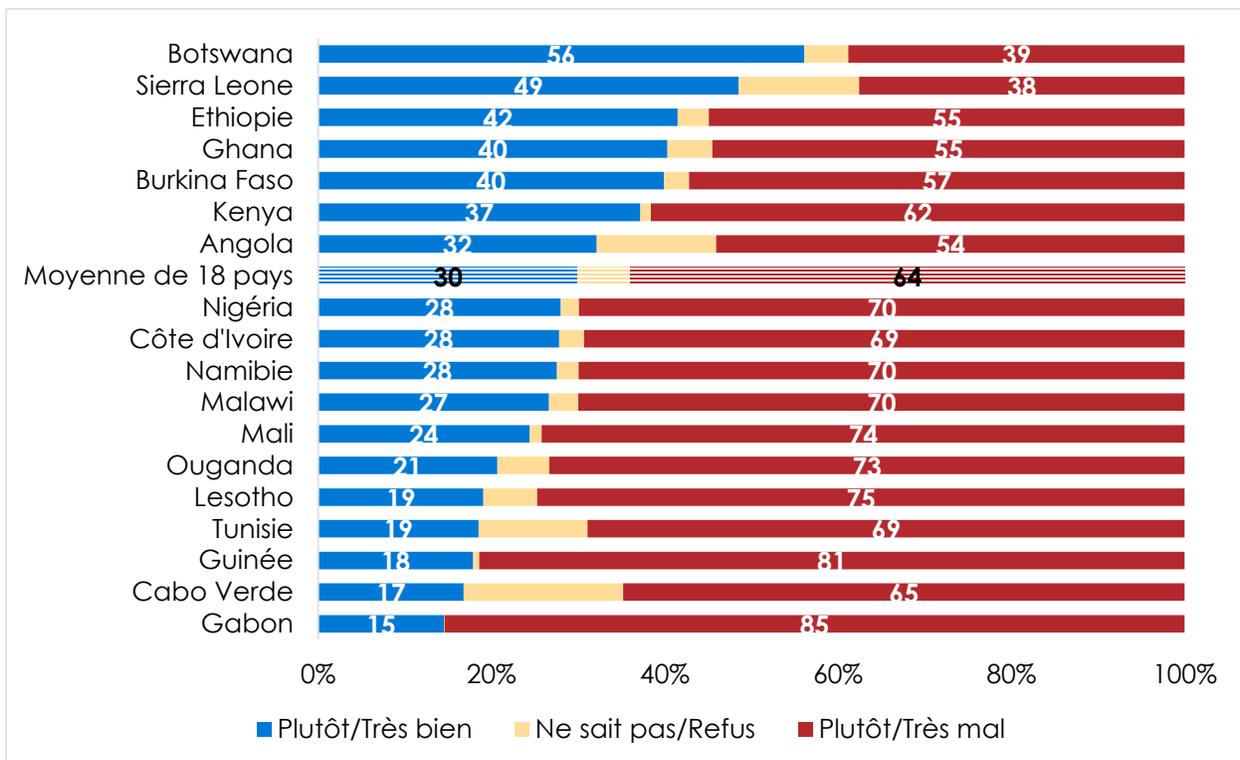
Lutte contre la corruption

Figure 12: Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 18 pays | 2019/2020



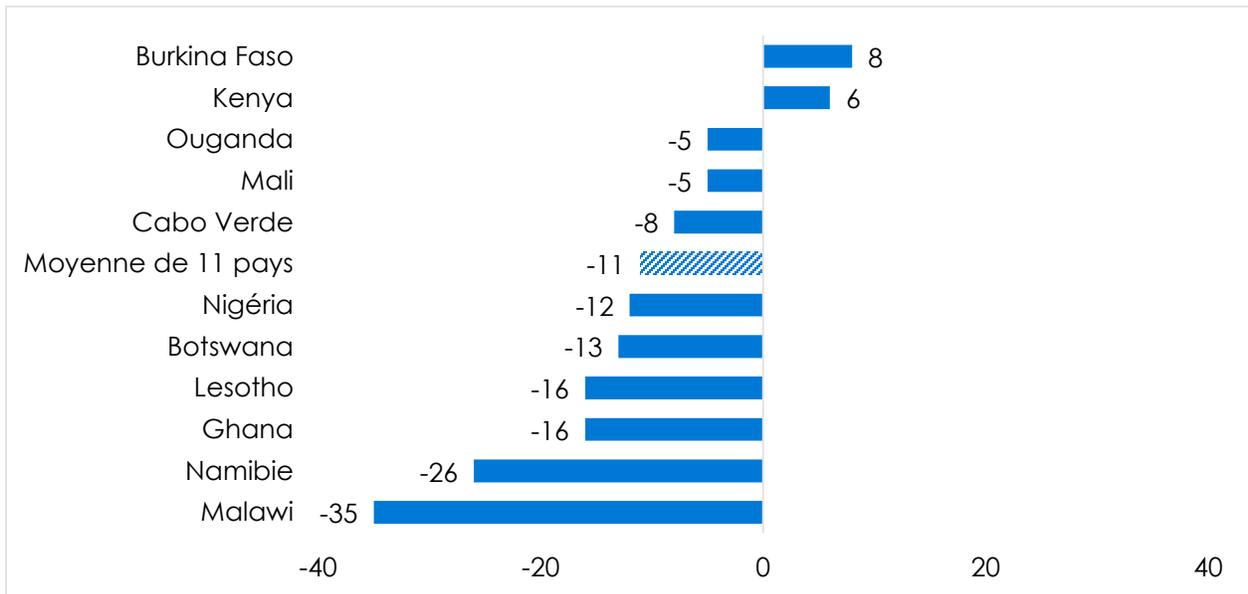
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Figure 13: Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

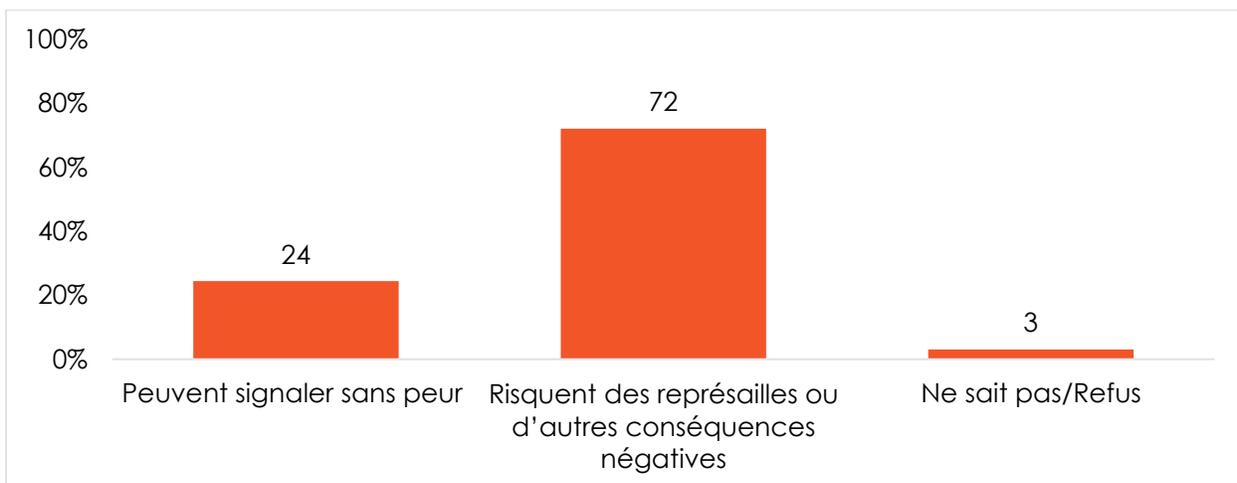
Figure 14: Evolution de l'appréciation de la performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 11 pays | 2008-2020



La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes 2008/2009 et 2019/2020 de la proportion des répondants qui déclarent que le gouvernement répond « plutôt bien » ou « très bien » aux exigences de la lutte contre la corruption. Les chiffres positifs indiquent une augmentation de l'approbation.

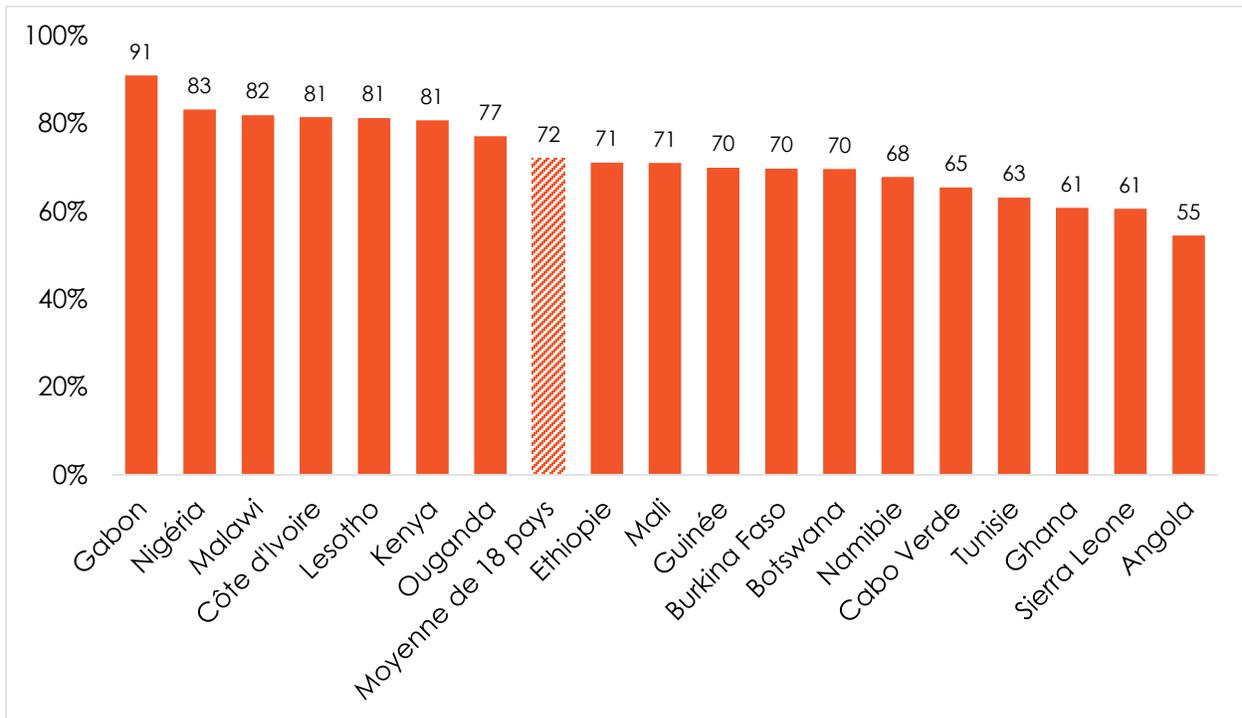
Peur des représailles

Figure 15: Risquez-vous de subir des représailles en signalant des actes de corruption? | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

Figure 16: Risque de représailles pour avoir signalé des actes de corruption | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent? (% qui affirment risquer des représailles)

Références

- Alberts, D. (2020). South African court postpones hearing of Jacob Zuma's corruption trial. Bloomberg. 8 décembre.
- Arun, N. (2019). State capture: Zuma, the Guptas, and the sale of South Africa. BBC. 14 juillet.
- Chingono, N. (2020). Zimbabwe health minister facing coronavirus corruption charge sacked. Guardian. 9 juillet.
- Dhaysane, M. (2020). Somalia jails 4 health officials over corruption. Anadolu Agency. 24 août.
- Financial Times. (2020). Africa's Covid-19 corruption: 'Theft doesn't even stop during a pandemic.' 31 août.
- Fleming, S. (2019). Corruption costs developing countries \$1.26 trillion every year - yet half of EMEA think it's acceptable. Forum Economique Mondial. 9 décembre.
- Iceland Review. (2020). Fishrot files investigation closed in Namibia, further arrests expected. 14 décembre.
- Malalo, H. (2020). Kenya anti-graft agency slams procurement of COVID-19 equipment. Reuters. 24 septembre.
- Nations Unies. (2019). Corruption and the sustainable development goals. World Public Sector Report 2019.
- Rubio, D. F., & Andvig, E. (2019). Serious about sustainability? Get serious about corruption. Forum Economique Mondial. 23 septembre.
- Sanny, J. A.-N., & Logan, C. (2020). Citizens' negative perceptions of police extend well beyond Nigeria's #EndSARS. Dépêche No. 403 d'Afrobarometer.
- Transparency International. (2019). SDG 16 is the key to the 2030 agenda. 9 juillet.
- Zenda, C. (2020). 'Fish-rot' scandal stink reaches far beyond Namibia's shores. Fair Planet. 16 novembre.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Angola	Nov. - Déc. 2019	N/A
Botswana	Juillet - Août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2-17
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Ethiopie	Déc. 2019 - Jan 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Ghana	Sept - Oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov. – Déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août - Sept 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév. - Mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Malawi	Nov. - Déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars - Avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Nigéria	Jan - Fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept - Oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Tunisie	Fév. - Mars 2020	2013, 2015, 2018

Christiaan Keulder est propriétaire de Survey Warehouse et enquêteur national d'Afrobarometer en Namibie. Email: c.keulder@surveywarehouse.com.na.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche No. 421 d'Afrobarometer | 26 janvier 2021